

| | | |
|-----------------|--|-----------|
| _____ FR | L'association d'intérêt collectif | 3 |
| | Un nouveau statut pour les entreprises de l'économie solidaire au Luxembourg | |
| | Le fonds pour l'économie solidaire | 11 |
| | Une source de financement mixte | |
| _____ DE | Vereinigung kollektiven Interesses | 17 |
| | Eine neue Rechtsform für solidarwirtschaftliche Unternehmen in Luxemburg | |
| | Der Fonds für Solidarwirtschaft | 26 |
| | Eine Quelle der Mischfinanzierung | |
| _____ EN | The collective interest association | 31 |
| | A new status for solidarity-based economy companies in Luxembourg | |
| | Fund for the solidarity-based economy | 39 |
| | A source of mixed financing | |

«Une chose n'est pas juste parce qu'elle est loi. Mais elle doit être loi parce qu'elle est juste.»

Montesquieu, De l'Esprit des Loix

L'association d'intérêt collectif

Un nouveau statut pour les entreprises de l'économie solidaire au Luxembourg

Préambule

«Les espaces publics populaires témoignant d'un questionnement politique sur l'économie n'ont pas été que des révoltes sporadiques, ils ont engendré des revendications conduisant à l'institutionnalisation de formes juridiques d'entreprises ne reposant pas sur la maximisation du rendement capitalistique. L'associationnisme pionnier débouche après des luttes sévères et malgré ses défaites sur des statuts juridiques qui reprennent une partie de ses demandes, à savoir la légalisation d'associations de personnes: organes de défense comme les syndicats, combinaisons de groupements de personnes et d'activité économique qui ne sont pas contrôlées par les investisseurs comme les coopératives et les mutuelles, rassemblements pour l'action commune avec les associations. Ceci dit, ces statuts introduisent des différenciations contraires à l'élan associationniste initial. Les syndicats se singularisent dans leur rôle de représentation de travailleurs. Les coopératives sont distinguées des mutuelles, les premières devenant une forme particulière de société de capitaux centrée sur la fonction de production ou de consommation alors que les secondes se concentrent sur la fonction de secours; les activités créées pour défendre une identité collective en s'ajustant aux règles du système dont elles font partie vont en retour profondément modifier les relations d'entraide qui étaient à leur origine. Le statut d'association, quant à lui, moins étroit dans son objet, se voit limité dès lors qu'il est couplé à une activité économique. Logiquement, les différentes structures issues de l'associationnisme pionnier apparaissent de plus en plus séparées. L'éclatement est induit par des statuts séparant ce qui, auparavant, était réuni.»¹

L'économie solidaire

«Composante spécifique de l'économie aux côtés des sphères publique et marchande, l'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel; elle contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens.»²

Mise en contexte

Le **projet de loi «Pour le rétablissement du plein emploi»**, dit 5144³, en son article 11, demande clairement un changement de statut juridique pour les employeurs qui exercent des **activités socio-économiques**.

Les activités du secteur associatif devront ainsi se dérouler dans le cadre d'une **société commerciale** au sens de la loi du 10 août 1915.

Les associations œuvrant dans le domaine de l'**économie solidaire**, et par conséquent ne pouvant être limitées uniquement à des initiatives sociales pour l'emploi qui exercent des activités socio-économiques, nécessitent une **assise juridique définitive** dans une logique soutenue et encouragée par le gouvernement.⁴
C'est l'ambition de cette proposition.

Valeurs sociétales, économiques et environnementales se mêlent à des principes de développement local et durable, de cohésion sociale, de gouvernance, de bien-être au travail, de formation tout au long de la vie, d'égalité des chances... .

Le droit du travail, les financements mixtes, la fiscalité, l'agrémentation et le droit d'établissement méritent également d'être traités dans le contexte de ce nouveau statut juridique.

Le point de départ

L'**étude des statuts des entreprises d'économie sociale et solidaire** qui existent au niveau international, à défaut de véritable comparaison nationale, montre qu'aucune forme juridique ne laissait place à toutes les valeurs et à tous les principes que les entreprises de l'économie solidaire au Luxembourg visent et revendiquent.

Les différentes formes de **coopératives** étant des formes de société commerciale, ce qui implique une redistribution de gain, ne pouvaient retenir notre attention

qu'en termes de cogestion. Bien que la **participation multipartenariale** soit primordiale, les gains matériels ou financiers ne sont pas un objectif auquel aspirent les entreprises de l'économie solidaire.

Des recettes sont évidemment nécessaires à toute entreprise pour assurer son bon fonctionnement, mais uniquement son fonctionnement.

On s'inscrit donc clairement dans une **logique de non-lucrativité**, et ainsi la loi du 4 mars 1994 sur les associations et fondations sans but lucratif luxembourgeoise, inspirée très largement de la loi belge de 1921 sur les a.s.b.l., semblait être une référence de prédilection qu'on pouvait élargir et améliorer. Elargir pour y inclure les principes inhérents à toute entreprise se revendiquant œuvrer dans l'économie solidaire et l'améliorer dans le sens où le **finance-ment**, la **transparence financière**, l'**agrémentation** et l'implication, mais aussi la protection, de toutes les **parties prenantes**, n'étaient pas formellement explicités.

Ne voulant pas uniquement s'inscrire dans une logique d'insertion ou de réinsertion de personnes défavorisées, les **associations d'insertion** internationales, bien que nécessaires et utiles dans nos sociétés capitalistes et marginalisantes, ont également été des sujets de recherche, mais non retenues pour la présente proposition à portée plus vaste.

Par contre, il ne s'agit nullement de mettre en doute leur importance, surtout au niveau national et en relation avec le projet de loi 5144 qui donnera le **cadre légal** nécessaire aux dites «Beschäftigungsinitiativen».

L'association d'intérêt collectif: un nouveau statut juridique

Pourquoi appeler cette nouvelle entité juridique association et non entreprise?⁵

En droit luxembourgeois⁶ la notion d'entreprise se définit par une entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une **activité économique**.⁷

Le terme d'entreprise étant **indépendant du statut juridique** de l'entité qui pose des actes économiques, le terme d'association, conformément à l'article 26 de la Constitution sur le **droit d'association** se prête mieux pour refléter une des valeurs des entreprises de l'économie solidaire qu'est celle du multipartenariat pour garantir une **participation active de toutes les parties prenantes et de là à contribuer à une cohésion sociale renforcée**.

Il s'agit de s'associer pour entreprendre autrement, de transformer l'économie à partir d'engagements citoyens.⁸

Pourquoi d'intérêt collectif? Par opposition à l'intérêt individuel de faire du bénéfice pécuniaire, de s'enrichir matériellement, mais non par opposition à la satisfaction individuelle des **besoins** des parties prenantes, à l'enrichissement personnel en **qualité de vie, solidarité et humanité**, l'intérêt collectif incite les gens à se rassembler, à s'associer dans un élan de solidarité, à agir tous ensemble plutôt qu'individuellement.

C'est un choix moral!

L'association d'intérêt collectif sera celle qui se livre à la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif qui présentent un caractère d'utilité générale et qui n'est pas vouée à l'enrichissement de ses associés.

Elle agira dans la promotion du **développement local et/ou régional**, respectera les principes inhérents au concept du **développement durable**, œuvrera dans un but de **cohésion sociale** et de **citoyenneté**, emploiera des méthodes de **démocratie participative** et de **cogestion** et, lorsque ses activités lui permettent d'engager des salariés, elle va créer des **emplois durables** dans le cadre du droit du travail commun, promouvoir la **formation** et/ou l'**apprentissage tout au long** de la vie ainsi que l'**égalité des chances**, et elle mettra en œuvre une stratégie offensive de **bien-être au travail**.

Dans une **logique profondément démocratique** et en conformité avec les objectifs de cohésion sociale retenus dans la stratégie de Lisbonne, les associés d'une association d'intérêt collectif pourront être des personnes physiques ou morales, de droit privé ou public. Le multipartenariat et la concertation entre **acteurs issus de la société civile** et **pouvoirs publics** sont primordiaux pour être au plus proche des besoins de toutes les **parties prenantes** et pour détecter la meilleure façon d'«exploiter» les **besoins collectifs** qui ne sont satisfaits ni par le secteur privé, ni par le secteur public.

Le financement mixte des associations d'intérêt collectif

«[C]ertaines activités économiques, tout en ayant un caractère marchand (il s'agit de services offerts à des usagers sur une initiative privée émanant de la société civile), méritent et nécessitent un financement complémentaire public, sous forme

*de subventions ou d'exemptions fiscales et sociales. Elles engendrent en effet un «halo sociétal», de multiples effets collatéraux utiles à la société: insertion sociale et professionnelle, liens sociaux, convivialité, sécurité, amélioration du cadre de vie et de l'environnement, atmosphère culturelle ou festive, etc. ...».*⁹

Le fonds pour l'économie solidaire, en tant que mode de financement complémentaire public décrit par Alain Lipietz, intervient dans le **financement des activités d'intérêt collectif** des entreprises œuvrant dans l'économie solidaire dont les associations d'intérêt collectif.

Est d'intérêt collectif la production et la fourniture de biens et de services qui présentent un caractère d'utilité générale et dont l'objectif n'est pas l'enrichissement des associés de l'entreprise.

Ont notamment un caractère d'utilité générale le développement local et/ou régional, le développement durable, la cohésion sociale et la citoyenneté, la démocratie participative et la cogestion dans l'entreprise.

Le fonds est placé sous l'autorité et sous le contrôle du ministre ayant dans son attribution **l'économie**. Il est alimenté par la **dotations de l'Etat**, la **contribution des communes** et les libéralités.

Les associations d'intérêt collectif prêteront, comme le font actuellement les entreprises de l'économie solidaire au Luxembourg, **des services à la collectivité**.

Aucun profit (dans le sens «enrichissement des associés») ne sera tiré de ces recettes, les associations d'intérêt collectif œuvrant dans un but strictement non lucratif (dans le sens «peut dégager un excédent, mais le réinvestit dans les activités d'intérêt collectif»).

Ce choix de **taux de marge nul** distingue les associations d'intérêt collectif dans le champ de la **concurrence**. Aucun argument de «concurrence déloyale» ne devrait lui être opposé puisque le choix de taux de marge est une prérogative absolue de tout entrepreneur marchand.¹⁰

Une bonne partie des ressources financières des entreprises de l'économie solidaire provenant des **marchés publics** conformes aux principes du développement durable, les associations d'intérêt collectif seront également amenées à soumissionner à ces dits marchés tel tout autre opérateur économique. Le revenu de ces marchés sera, entre autres, investi dans les activités de développement durable.

Le restant des ressources nécessaires proviendra des cotisations des membres, de dons et de revenus divers.

Les **emplois** créés pour la réalisation des activités, si les ressources de l'association ne sont pas suffisantes pour en porter l'entière charge, seront comme par le passé, cofinancés par le **fonds pour l'emploi**.

Les associations d'intérêt collectif bénéficient donc d'un financement mixte, public, privé.

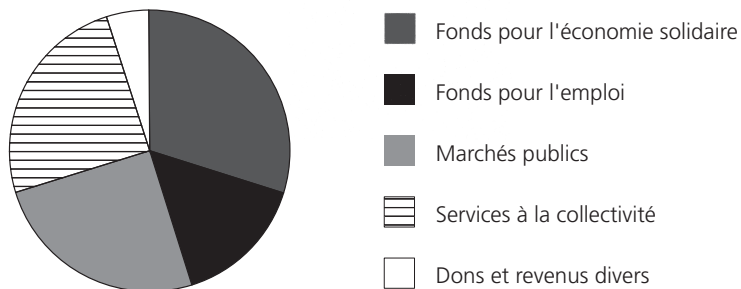
Mais les associations d'intérêt collectif, en tant qu'**acteurs économiques** ne peuvent se définir uniquement en termes de financement monétaire ou de prestation de services marchands. Plusieurs approches *«montrent que dans l'action économique sont mobilisées des ressources complémentaires au capital financier et humain qui peuvent être regroupées sous le concept de capital social. A ce titre, le capital social formé à partir des relations de solidarité ne peut être négligé dans l'économie. C'est un facteur de production qui peut contribuer à améliorer les résultats des combinaisons productives. Finalement, les activités d'économie solidaire se créent à partir d'initiatives associant les parties prenantes (usagers, travailleurs, volontaires, producteurs, consommateurs, habitants-collectivités publiques, ...) à travers la constitution de lieux d'échanges et de dialogues que l'on peut qualifier «d'espaces publics de proximité» [Eme, Laville, 1994]. Elles se consolident si elles parviennent à articuler les différents registres de l'économie de façon appropriée aux projets pour arriver à une combinaison équilibrée entre ressources (ressources marchandes obtenues par le produit des ventes, ressources non marchandes émanant de la redistribution, ressources non monétaires issues de contributions volontaires). Ce constat incite à avancer l'idée générale d'hybridation comme mode de pérennisation.»*¹¹.

La transparence financière des associations d'intérêt collectif

L'opacité comptable souvent reprochée aux a.s.b.l. sera levée par l'obligation du conseil d'administration des associations d'intérêt collectif de présenter à l'assemblée générale un compte annuel qui a fait l'objet d'un **contrôle par un réviseur d'entreprise**.

Par ailleurs, il sera retenu que tout excédent en cas de dissolution sera affecté à une fin désintéressée et d'intérêt collectif.

Le financement mixte des associations d'intérêt collectif: un exemple



La cogestion dans les associations d'intérêt collectif

S'appuyant largement sur la législation sur les comités mixtes et la représentation des salariés dans les sociétés anonymes et s'inspirant des partenariats privé/public, les associations d'intérêt collectif seront **cogérées** par des associés élus, des personnes de droit privé ou public cooptées et, le cas échéant, des salariés qui bénéficieront de privilèges et de protections spéciales.

Les **associés administrateurs** élus par l'assemblée générale garderont néanmoins la majorité absolue au sein du conseil d'administration.

Les **salariés**, pour autant qu'ils soient au minimum au nombre de cinq, seront élus au conseil d'administration par la délégation du personnel, ou à défaut, par l'ensemble des salariés. Ils seront au minimum au nombre de un, sans pouvoir dépasser le cinquième de tous les administrateurs.

Ainsi, société civile, pouvoirs publics, salariés, usagers, bref, toutes les **parties prenantes** pourront prendre leur **responsabilité** et s'impliquer dans des associations entreprenantes pour le bien-être de tous et pour un renouveau de la solidarité et de la cohésion sociale.

Le conseil d'administration **coopte des administrateurs** non associés.

Le conseil d'administration regroupe donc aussi bien des associés, que des parties prenantes tierces, par exemple des usagers qui seront ainsi impliqués dans la conception des services qui leurs sont destinés.

Ces parties prenantes, administrateurs, peuvent être des personnes physiques ou morales afin de garantir la possibilité d'un **multipartenariat** le plus large possible. La mobilisation de tous les acteurs locaux politiques, économiques et sociaux est essentielle pour un développement local durable au niveau des communes.

En regroupant le plus de partenaires intéressés que possible, l'association d'intérêt collectif se donne la possibilité d'être **au plus proche** des besoins et des intérêts de la **population**.

C'est en ce sens aussi qu'est consacrée la **participation active** des **salariés** dans l'administration de l'association.

Le principe de la cogestion est ainsi inscrit dans la loi, alors qu'il ne l'est pas dans la loi sur les a.s.b.l. à la base de cette proposition.

L'agrément et la convention de coopération

Dans un souci de transparence et afin de permettre une **régulation du tiers secteur** émergeant, les associations d'intérêt collectif devront se faire agréer et conclure des conventions de coopération avec le **ministre de l'Economie** afin de pouvoir bénéficier d'un financement partiel par ce nouveau fonds, le fonds pour l'économie solidaire.

Le fonds pour l'économie solidaire

Une source de financement mixte

Les **entreprises de l'économie solidaire** interviennent dans la satisfaction des besoins de la population qui ne sont satisfaits ni par l'Etat, ni par le secteur privé traditionnel, tout en respectant certaines valeurs (absence de lucre, développement durable, égalité des chances etc.). Cette **satisfaction de besoins** nouveaux ou délaissés a évidemment un coût, coût qui ne peut être porté uniquement par les entreprises de l'économie solidaire. L'**Etat** et les **communes** doivent continuer à être des acteurs et financeurs de ce qui est de l'intérêt de leur population.

Comme les **activités** d'intérêt collectif menées par les entreprises de l'économie solidaire englobent aussi bien des actions liées au **développement durable**, à la **culture**, à la **formation**, aux **nouvelles technologies**, à la **recherche** etc., il paraît clair que la dotation étatique doit être diversifiée et que chaque ministère concerné devra prendre ses responsabilités dans son domaine de tutelle. La partie communale s'explique entre autres par l'ancrage local des entreprises de l'économie solidaire, par la promotion du **développement local durable**, la promotion de la **cohésion sociale locale** et la contribution générale au **bien être** des habitants des communes.

«En novembre 2004, les ministres de la Famille et de l'Intégration et du Travail et de l'Emploi ont opéré une nette distinction entre les initiatives sociales en faveur de l'emploi et les initiatives d'économie solidaire:

1. Initiatives sociales en faveur de l'emploi: l'objectif principal est l'insertion respectivement la réinsertion de chômeurs sur le marché du travail. (...)

2. Economie solidaire: l'objectif principal est la satisfaction des besoins de la population non couverts par le marché concurrentiel respectivement les pouvoirs publics/emplois d'utilité socio-économique, un accessoire peut être l'insertion de chômeurs sur le marché du travail, forme juridique coopérative ou associative, moyen à faible taux de cofinancement public. Les critères caractérisant l'initiative d'économie solidaire ont été précisés en ce qui concerne notamment l'établissement d'un projet d'économie solidaire, la liberté d'adhésion, la gestion démocratique, l'autonomie juridique, la gestion financière spécifique et la prise significative de risque économique. Comme il existe au grand-duché de Luxembourg très peu d'initiatives qui correspondent aux critères d'économie solidaire tels qu'ils ont été établis par les deux ministres susmentionnés, le Gouvernement entend favoriser

la création de telles initiatives à partir de l'exercice budgétaire 2006, en accordant aux promoteurs de ces initiatives des aides financières qui peuvent varier en fonction de l'objet poursuivi mais qui restent en principe limitées dans le temps. Le projet de loi relative à la lutte contre le chômage social est une mesure d'aide aux demandeurs d'emploi particulièrement difficile à placer, tandis que les initiatives d'économie solidaire visent à satisfaire des besoins de la population qui sont délaissés par le secteur public et le secteur marchand. Le recrutement de demandeurs d'emploi est certes souhaité mais ne constitue pas l'objectif principal.»¹²

La distinction entre initiatives sociales en faveur de l'emploi et **initiatives d'économie solidaire** opérée par les deux ministères ne peut être accueillie que favorablement par les acteurs desdites initiatives. Les activités accessoires des initiatives sociales en faveur de l'emploi (satisfaction de besoins d'intérêt collectif non couverts) peuvent être prises en charge par le fonds pour l'économie solidaire, tandis que la création d'emplois, secondaire dans les initiatives de l'économie solidaire, pourra être, comme par le passé, prise en charge par le fonds pour l'emploi. La **mixité des ressources** revendiquée par les entreprises de l'économie solidaire ne s'en verra que renforcée et confirmée. Par ailleurs, il y a lieu de constater que les entreprises de l'économie solidaire du pays bénéficient actuellement d'une aide du fonds pour l'emploi considérable, malgré le fait que la création d'emplois est définie comme accessoire par les deux ministères.

Le gouvernement affiche sa volonté de soutenir les initiatives de l'économie solidaire, le fonds pour l'économie solidaire en est l'outil!

Le financement de l'économie solidaire par l'Etat et les communes se justifie par son **utilité sociétale**. Elle est créatrice de richesses (monétaires et non-monétaires) et ses activités permettent d'éviter des dépenses liées aux palliatifs sociaux: par exemple les allocations de chômage en créant de l'emploi ou encore les séjours en maison de retraite en mettant en place des services de proximité.

Outre la création de liens sociaux et de cohésion sociale, les activités des entreprises de l'économie solidaire ont donc un réel impact économique, même si cet impact est difficilement mesurable.

C'est une **économie au service de l'homme** qui n'est pas assujettie à la rémunération de capital. Notons au passage que les ressources des entreprises de l'économie solidaire peuvent être de natures différentes: non marchandes lorsqu'il s'agit de cofinancement public, marchandes en fournissant des biens et des services et non monétaires par l'implication des bénévoles. Le cofinancement par

l'Etat et les communes fait partie intégrante de ce modèle d'**hybridation des ressources**. L'Etat providence se fait ici Etat solidaire. L'économie solidaire *«joue la carte de l'hybridation» des trois économies, marchande, non marchande et non monétaire à partir de dynamiques de projet. Par ce biais, elle dépasse les cloisonnements qui minent notre cohésion sociale et propose en fait une recomposition entre économique, social et politique.*».¹³

Au-delà des politiques traditionnelles sociales, de protection de l'environnement, de lutte contre le chômage, promotion de la croissance économique etc., les autorités publiques, en alimentant le fonds pour l'économie solidaire, apporteront une plus-value à la cohésion sociale et à la **démocratisation de la société**.

Cofinancer les entreprises de l'économie solidaire ne constitue pas une dépense, mais un investissement dans une **société plus juste** et partant plus génératrice de richesses!

Les entreprises de l'économie solidaire interviennent là, on l'a dit, où la demande n'est pas solvable (donc sans intérêt pour les entreprises commerciales) et où l'Etat ne peut pas intervenir. Elle se situe entre le marché et l'Etat. C'est l'existence même de cette demande des citoyens, à laquelle l'économie solidaire donne des **réponses innovantes**, qui justifie un soutien financier public. Etat et communes deviennent ainsi les partenaires d'un projet d'intérêt collectif qui donne des réponses adaptées aux besoins d'une **société en mutation**.

- 1 Jean-Louis Laville, Du XIXème au XXIème siècle: permanence et transformations de l'économie solidaire, in INEES a.s.b.l., Ecosol review, Editions Le Phare, Luxembourg, mars 2007, p. 46.
- 2 Bernard Eme et Jean-Louis Laville, «Economie solidaire (2)», in Dictionnaire de l'autre économie, sld Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani, Paris, Desclée de Brouwer, 2005, p. 253.
- 3 Projet de loi relative à la lutte contre le chômage social, N° 5144, Chambre des députés, Session ordinaire 2003-2004.
- 4 «Le Gouvernement est conscient que la réglementation des initiatives sociales pour l'emploi ne saura à elle seule répondre aux aspirations importantes du secteur associatif œuvrant dans le cadre de l'économie solidaire. A cette fin il s'engage à mener une large concertation sur le rôle de l'économie solidaire comme troisième pilier de l'économie et la mise en place d'un cadre légal nécessaire à son développement.» Annexe à la déclaration gouvernementale, Accord de coalition 2004, pp. 87 et 88.
- 5 Au sens du traité CE (art.81 à 97), la notion d'entreprise comprend toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement (voir notamment observations de la CE concernant les subsides et exonérations fiscales de l'asbl Entente de la Moselle JOCE 15 novembre 2002, C279/14; CJCE 18 juin 1998 Commission/Italie, N° C-35/96, point 36; CJCE 16 juin 1987 Commission/Italie, N° 118/85, point 7; CJCE 23 avril 1991 Höfner et Elser v Macrotron N° C/41/90, point 21; CJCE 17 février 1993 Poucet et Pistre, N° C159/91 et N° C160/91, point 17; CJCE 16 novembre 1995 Fédération française des assurances N° C244/94, point 14; CJCE 11 décembre 1997 Job Centre II, N° C/55/96, point 21.
- 6 Règlement grand-ducal du 16 mars 2005 portant adaptation de la définition des micro, petites et moyennes entreprises, Mémorial A-N° 38 du 1^{er} avril 2005, p. 678, art. 2. «*Entreprise*»: «*Est considérée comme entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. Sont notamment considérées comme telles les entités exerçant une activité artisanale ou d'autres activités à titre individuel ou familial et les sociétés de personnes ou de capitaux ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique.*».
- 7 voir notamment Conseil de la concurrence Décision N° 2007-FO-02 du 5 septembre 2007 concernant une procédure au fond pour violation du droit de la concurrence mettant en cause l'a.s.b.l. Ordre des Experts Indépendants Professionnels en Automobiles: «48. (...) *La notion d'entreprise comprend toute entité qui exerce une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement. Toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné constitue une activité économique.*».
- 8 Jean-Louis Laville, «Du XIXème au XXIème siècle: permanence et transformations de l'économie solidaire», p. 16.
- 9 Alain Lipietz, Rapport relatif à la lettre de mission du 17 septembre 1998 adressée par Madame Aubry, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sur L'opportunité d'un nouveau type de société à vocation sociétale, Tome 1, p. 86.
- 10Ibid., p. 28.
- 11Philippe Chaniel et Jean-Louis Laville, «Economie sociale et solidaire: le modèle français», <http://www.unites.uqam.ca/econos/Chercheurs-Laville-Chaniel.pdf>, p. 15.
- 12 Annexe I relative à la mise en œuvre de mesures du Plan d'action national pour l'inclusion sociale 2002-2005, pp. 7 et 8.
- 13Guy Roustang, Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Daniel Mothé, Bernard Perret, *Vers un nouveau contrat social*, Paris, Desclée de Brouwer, Sociologie économique, 1996, p. 101.

„Eine Sache ist nicht gerecht, weil sie Gesetz ist, sondern soll Gesetz sein, weil sie gerecht ist.“

Montesquieu, Vom Geist der Gesetze

Vereinigung kollektiven Interesses

Eine neue Rechtsform für solidarwirtschaftliche Unternehmen in Luxemburg

Präambel

„Öffentliche Räume des Volkes, in denen die Wirtschaft politisch hinterfragt wurde, waren nicht immer nur sporadisch auftretende Revolten. Sie brachten Forderungen mit sich, die zu einer Institutionalisierung von Rechtsformen solcher Unternehmen führten, die nicht auf einer Maximierung des Kapitalertrags beruhten. Nach schweren Kämpfen und trotz Niederlagen mündeten die Anfänge der Vereinigungsbewegung in Rechtsformen, welche die Forderungen der Bewegung in Teilen aufnahmen. Genauer gesagt mündeten sie in die Gesetzgebung zur Vereinigungsfreiheit. Diese umfasst Schutzorganisationen wie Gewerkschaften sowie Zusammenschlüsse von Personen zur Ausübung einer wirtschaftlichen Tätigkeit, die nicht von Investoren kontrolliert werden, z. B. Genossenschaften, Gegenseitigkeitsgesellschaften und Zusammenschlüsse zum gemeinsamen Handeln mit Vereinigungen. Durch diese Rechtsformen wurden Unterschiede geschaffen, die dem Elan der ursprünglichen Vereinigungsbewegung entgegenstehen. Die Gewerkschaften zeichneten sich durch ihre Aufgabe der Arbeitnehmervertretung aus. Die Genossenschaften entwickelten sich zu einer besonderen Form der Kapitalgesellschaft, die auf Produktion und Verbrauch ausgerichtet ist, und unterscheiden sich somit von den Gegenseitigkeitsgesellschaften, die sich auf Versicherungen konzentrierten. Die Bemühungen um die Wahrung einer kollektiven Identität bestanden darin, sich an die Regeln des Systems, dessen Teil sie sind, anzupassen. Genau dadurch hat sich das Beziehungsgeflecht der gegenseitigen Hilfe, die am Anfang dieser Zusammenschlüsse stand, tief greifend verändert. Die Rechtsform der Vereinigung ist in ihrer Zielsetzung weniger eng gefasst und wird eingeschränkt, sobald sie an eine wirtschaftliche Tätigkeit gekoppelt ist. Logischerweise scheinen sich die verschiedenen Strukturen, die aus der Vereinigungsbewegung hervorgegangen sind, immer weiter voneinander zu entfernen. Die Zersplitterung wurde durch Rechtsformen eingeleitet, die das voneinander trennen, was früher zusammengehörte.“¹

Die Solidarwirtschaft

„Als besonderer Teilbereich der Wirtschaft, der neben dem öffentlichen und dem marktorientierten Bereich angesiedelt ist, lässt sich die Solidarwirtschaft als Gesamtheit der wirtschaftlichen Tätigkeiten definieren, die dem Willen zum demokratischen Handeln unterliegen und bei denen die sozialen und auf Solidarität ausgerichteten Beziehungen dem Einzelinteresse oder dem materiellen Gewinn übergeordnet sind. Die Solidarwirtschaft trägt somit durch bürgerschaftliches Engagement zur Demokratisierung der Wirtschaft bei.“²

Hintergrund

In Artikel 11 des **Gesetzentwurfs 5144³ zur Wiederherstellung der Vollbeschäftigung** wird klar und deutlich eine Änderung der Rechtsform für Arbeitgeber gefordert, die einer **sozioökonomischen Tätigkeit** nachgehen.

Die Arbeit des assoziativen Sektors sollte somit im Rahmen eines **kommerziellen Unternehmens** gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 erfolgen.

Die Vereinigungen, die im Bereich der **Solidarwirtschaft** arbeiten und folglich nicht ausschließlich auf soziale Beschäftigungsinitiativen mit einer sozioökonomischen Tätigkeit reduziert werden können, benötigen eine definitive rechtliche Grundlage, die sich aus einer Denkweise ableitet, die von der Regierung unterstützt und gefördert wird.⁴

Das ist das Ziel dieses Vorschlags.

Gesellschaftliche, wirtschaftliche und ökologische Werte mischen sich mit Grundsätzen wie mit dem der lokalen und nachhaltigen Entwicklung, der sozialen Kohäsion, der verantwortungsvollen Politikgestaltung, des Wohlergehens am Arbeitsplatz, des lebenslangen Lernens oder der Chancengleichheit.

Arbeitsrecht, Mischfinanzierungen, Steuerfragen, Akkreditierung und Niederlassungsrecht verdienen es ebenfalls, vor dem Hintergrund dieser neuen Rechtsform betrachtet zu werden.

Ausgangspunkt

Mangels wirklicher Vergleichsmöglichkeiten auf nationaler Ebene wurden **Rechtsformen von Unternehmen der Sozial- und Solidarwirtschaft** in anderen Ländern untersucht. Dabei ergab sich, dass keine der Rechtsformen

allen Werten und Grundsätzen Raum bietet, welche die Unternehmen der Solidarwirtschaft in Luxemburg anstreben und für sich beanspruchen.

Da die verschiedenen **Genossenschaftsformen** kommerzielle Unternehmen sind und dies eine Umverteilung der Gewinne bedeutet, interessiert uns hier nur die gemeinschaftliche Geschäftsführung der Genossenschaften. Für die solidarwirtschaftlichen Unternehmen ist zwar die **Beteiligung mehrerer Partner** ein wesentlicher Faktor, der materielle oder finanzielle Gewinn stellt jedoch kein Ziel für sie dar.

Selbstverständlich benötigen alle Unternehmen Einnahmen, um richtig zu funktionieren, aber wirklich nur zu diesem Zweck.

Man folgt also ganz eindeutig dem **Gedanken der Gemeinnützigkeit**, und somit scheint das Gesetz vom 4. März 1994 über die luxemburgischen Vereinigungen und Stiftungen ohne Gewinnzweck (associations sans but lucratif), das sich in weiten Teilen an dem belgischen Gesetz von 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck ausrichtet, die bevorzugte Orientierungshilfe zu sein, die weiter ausgebaut und verbessert werden kann. Ausweiten lässt sich das Gesetz durch die Aufnahme der Prinzipien, denen jedes Unternehmen folgt, das für sich beansprucht, in der Solidarwirtschaft tätig zu sein. Verbessern lässt sich das Gesetz insofern, als **Finanzierung, finanzielle Transparenz, Akkreditierung** und Engagement, aber auch der Schutz aller Beteiligten nicht ausdrücklich in ihm genannt werden.

Da man sich nicht nur der Idee der Eingliederung oder Wiedereingliederung von Benachteiligten verschreiben wollte, wurden die internationalen **Vereinigungen zur Eingliederung** zwar für die Forschung betrachtet, aber für den vorliegenden, weiter reichenden Vorschlag nicht berücksichtigt, auch wenn sie in unseren kapitalistischen und ausgrenzenden Gesellschaften notwendig und nützlich sind.

Damit soll jedoch nicht ihre Bedeutung in Zweifel gezogen werden, vor allem nicht auf nationaler Ebene und in Verbindung mit dem Gesetzentwurf Nr. 5144, der den erforderlichen **gesetzlichen Rahmen** für die Beschäftigungsinitiativen bietet.

Der Vereinigung kollektiven Interesses – eine neue Rechtsform

Warum soll diese neue Rechtsperson Vereinigung und nicht Unternehmen heißen?⁵

Im luxemburgischen Recht⁶ wird der Begriff „Unternehmen“ als eine Körperschaft definiert, die unabhängig von ihrer Rechtsform eine **wirtschaftliche Tätigkeit** ausübt.⁷

Da der Begriff „Unternehmen“ **nicht an die Rechtsform der Körperschaft**, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, **gekoppelt** ist, ist der Begriff „Vereinigung“ laut Artikel 26 der Verfassung zum **Vereinigungsrecht** besser geeignet, einen der Werte widerzuspiegeln, die solidarwirtschaftliche Unternehmen vertreten, nämlich die Tatsache, dass mehrere Partner vorhanden sind. Dieser Wert garantiert eine **aktive Mitbestimmung aller Beteiligter** und trägt dadurch zu einer **verstärkten sozialen Kohäsion** bei.

Es geht darum sich zusammenzuschließen, um auf andere Weise unternehmerisch tätig zu werden und um die Wirtschaft durch bürgerschaftliches Engagement zu verändern.⁸

Warum kollektives Interesse? Das kollektive Interesse steht im Gegensatz zum Einzelinteresse, monetäre Gewinne zu erzielen, sich materiell zu bereichern, aber nicht im Gegensatz zur individuellen Befriedigung von **Bedürfnissen** der Beteiligten oder zur persönlichen Bereicherung im Hinblick auf **Lebensqualität, Solidarität und Humanität**. Das kollektive Interesse veranlasst die Menschen, sich zu versammeln, sich aus Solidarität zusammenzuschließen und anstatt einzeln gemeinsam zu handeln. **Dabei handelt es sich um eine moralische Entscheidung!**

Der Vereinigung kollektiven Interesses beschäftigt sich mit der Produktion oder Lieferung von Gütern und Dienstleistungen von kollektivem Interesse, die einen allgemeinen Nutzen haben. Er verschreibt sich nicht der Bereicherung seiner Mitglieder.

Die Vereinigung fördert die **lokale und/oder regionale Entwicklung**, respektiert die Grundsätze, die Teil der **nachhaltigen Entwicklung** sind, wirkt mit der Zielsetzung der **sozialen Kohäsion** und des **bürgerschaftlichen Engagements** und verwendet Methoden der **partizipativen Demokratie** sowie der **gemeinschaftlichen Geschäftsführung**. Im Rahmen seiner Möglichkeiten schafft die Vereinigung **dauerhafte Arbeitsplätze**, die dem allgemein geltenden Arbeitsrecht entsprechen, fördert die **Ausbildung** und/oder das **lebenslange Lernen** sowie die **Chancengleichheit**. Außerdem setzt er eine offensive Strategie des **Wohlergehens bei der Arbeit** um.

Im Sinne eines **zutiefst demokratischen Denkens** und gemäß den in der Strategie von Lissabon festgelegten Zielen für die soziale Kohäsion können die Mitglieder einer Vereinigung kollektiven Interesses natürliche Personen und juristische Personen des privaten oder öffentlichen Rechts sein. Die Beteiligung mehrerer Partner und die Abstimmung zwischen den **Akteuren der Bürgergesellschaft** und der **öffentlichen Hand** sind wesentliche Faktoren, um den Bedürfnissen aller Beteiligten möglichst nahe zu kommen und um die **kollektiven Bedürfnisse**, die weder vom privaten noch vom öffentlichen Sektor befriedigt werden, möglichst gut zu „nutzen“.

Mischfinanzierung der Vereinigungen kollektiven Interesses

Einige wirtschaftliche Aktivitäten sind zwar marktorientiert (dabei handelt es sich um Dienstleistungen, die den Nutzern auf private Initiative aus der Bürgergesellschaft angeboten werden), verdienen und benötigen jedoch eine ergänzende öffentliche Finanzierung in Form von Subventionen oder Steuer- und Sozialabgabenbefreiungen. Sie führen zu einer „gesellschaftlichen Ausstrahlung“, d. h. zu vielen Nebeneffekten mit einem Nutzen für die Gesellschaft wie soziale und berufliche Eingliederung, gesellschaftliche Bindungen, Gemeinschaftserlebnisse, Sicherheit, Verbesserung der Lebensumstände und der Ökologie oder Schaffung einer kulturell und durch Feste geprägten Atmosphäre...“.⁹

Der Fonds für Solidarwirtschaft als ergänzende öffentliche Finanzierung, wie von Alain Lipietz beschrieben, spielt für die **Finanzierung von Aktivitäten im kollektiven Interesse** bei denjenigen Unternehmen eine Rolle, die im Bereich der Solidarwirtschaft tätig sind. Dazu gehören auch die Vereinigungen kollektiven Interesses.

Von kollektivem Interesse ist die Produktion und Lieferung von Gütern und Dienstleistungen, die von allgemeinem Nutzen sind und deren Ziel nicht in der Bereicherung der Mitglieder des Unternehmens besteht.

Von allgemeinem Nutzen sind insbesondere die lokale und/oder regionale Entwicklung, die nachhaltige Entwicklung, die soziale Kohäsion und das bürgerschaftliche Engagement, die partizipative Demokratie und die gemeinschaftliche Verwaltung eines Unternehmens.

Der Fonds untersteht dem für den Fachbereich **Wirtschaft** zuständigen Minister und wird von diesem kontrolliert. Der Fonds lebt von finanziellen **Zuteilungen des Staates**, von Beiträgen der Gemeinden und von Spenden.

Die Vereinigungen kollektiven Interesses leisten so wie derzeit die solidarwirtschaftlichen Unternehmen in Luxemburg **Dienste für die Allgemeinheit**.

Aus diesen Einnahmen wird **kein Profit** (im Sinne einer „Bereicherung der Mitglieder“) erwirtschaftet. Die Vereinigungen kollektiven Interesses arbeiten strikt gemeinnützig (d. h. sie „können einen Überschuss erwirtschaften, der jedoch wieder in Aktivitäten im kollektiven Interesse fließt“).

Die Entscheidung für eine **Gewinnmarge von 0%** unterscheidet die Vereinigungen kollektiven Interesses vom **wettbewerbsorientierten** Sektor. „Unlauterer Wettbewerb“ darf ihnen nicht zum Vorwurf gemacht werden, da die Entscheidung, über die Höhe der Gewinnmarge das absolute Vorrecht eines jeden marktorientierten Unternehmers ist.¹⁰

Ein großer Teil der finanziellen Ressourcen von solidarwirtschaftlichen Unternehmen stammt aus öffentlichen, an den Grundsätzen der Nachhaltigkeit ausgerichteten Ausschreibungen. Die Vereinigungen kollektiven Interesses reichen, genau wie jeder andere Wirtschaftsakteur, Angebote für diese **Ausschreibungen** ein. Die Einkünfte aus den öffentlichen Aufträgen werden unter anderem in Aktivitäten zur nachhaltigen Entwicklung investiert.

Die restlichen erforderlichen Ressourcen stammen aus den Beiträgen der Mitglieder, aus Spenden und diversen anderen Einkünften.

Arbeitsplätze, die für die Ausübung dieser Tätigkeiten geschaffen werden, werden genau wie in der Vergangenheit vom **Fonds für Beschäftigung** kofinanziert, sofern die Ressourcen der Vereinigung nicht ausreichen, um diese Kosten vollständig zu tragen.

Die Vereinigungen kollektiven Interesses finanzieren sich somit aus öffentlichen und privaten Mitteln.

Aber die Vereinigungen kollektiven Interesses lassen sich als **Wirtschaftsakteure** nicht allein über die monetäre Finanzierung oder über die Erbringung marktorientierter Dienstleistungen definieren. Mehrere Ansätze „zeigen, dass bei der wirtschaftlichen Tätigkeit Ressourcen mobilisiert werden, welche das finanzielle und personelle Kapital ergänzen und sich unter dem Begriff „gesellschaftliches Kapital“ zusammenfassen lassen. Daher darf das gesellschaftliche Kapital, das sich aus Solidaritätsbeziehungen ergibt, in der Wirtschaft nicht vernachlässigt werden. Es handelt sich dabei um einen Produktionsfaktor,

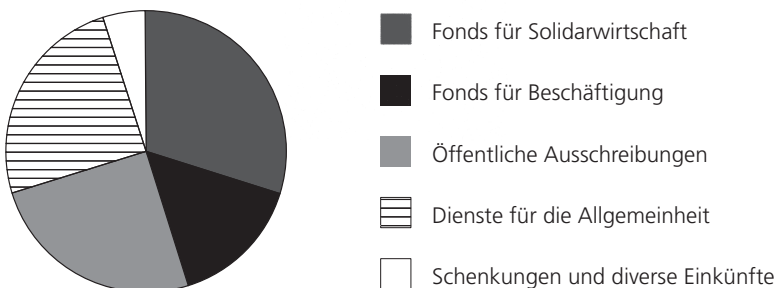
mit dessen Hilfe sich die durch Kombination der Produktionsfaktoren erzielten Ergebnisse verbessern lassen. Letztlich entstehen die solidarwirtschaftlichen Tätigkeiten aus Initiativen, welche die Beteiligten zusammenführen (d. h. Nutzer, Arbeiter, Freiwillige, Produzenten, Verbraucher, Einwohner, Gebietskörperschaften usw.), indem Orte des Austauschs und des Dialogs geschaffen werden, die sich als „öffentliche Nachbarschaftsräume“ bezeichnen lassen [Eme, Laville, 1994]. Die solidarwirtschaftlichen Aktivitäten konsolidieren sich, wenn es gelingt, den Projekten entsprechend die verschiedenen Register der Wirtschaft zu ziehen, um zu einer ausgewogenen Kombination der Ressourcen zu gelangen (marktorientierte Ressourcen, die aus Verkäufen erzielt werden, nicht marktorientierte Ressourcen, die aus der Umverteilung hervorgehen, nicht-monetäre Ressourcen aus freiwilligen Beiträgen). Diese Feststellung gibt Anlass zu der Behauptung, dass die allgemeine Idee der Hybridisierung ein Weg zur Nachhaltigkeit ist.“¹¹.

Die finanzielle Transparenz der Vereinigungen kollektiven Interesses

Der undurchsichtigen Buchführung, die den Vereinigungen ohne Gewinnzweck (a.s.b.l.) häufig zum Vorwurf gemacht wird, wird dadurch ein Ende gesetzt, dass der Verwaltungsrat einer Vereinigung des kollektiven Interesses verpflichtet ist, der Hauptversammlung einen **von einem Wirtschaftsprüfer geprüften** Jahresabschluss vorzulegen.

Im Übrigen wird für den Fall einer Auflösung festgelegt, dass Überschüsse gegebenenfalls einem uneigennütigen Zweck von kollektivem Interesse zugeführt werden.

Ein Beispiel für die Mischfinanzierung der Vereinigungen kollektiven Interesses



Die Mitbestimmung in Vereinigungen kollektiven Interesses

Die Vereinigungen kollektiven Interesses werden von gewählten Mitgliedern, hinzugewählten Personen privaten oder öffentlichen Rechts und gegebenenfalls von Mitarbeitern, die über spezielle Privilegien oder besonderen Schutz verfügen, **gemeinschaftlich verwaltet**, in Anlehnung an die Gesetzgebung zu den Gemischten Betriebsräten (gemeinsames Organ aus Vertretern der Geschäftsführung und der Arbeitnehmer in großen Unternehmen) sowie zur Arbeitnehmervertretung in Aktiengesellschaften und inspiriert an Öffentlich-Privaten Partnerschaften (ÖPP).

Die von der Hauptversammlung **in den Verwaltungsrat gewählten Mitglieder** behalten jedoch die absolute Mehrheit im Verwaltungsrat.

Die **Mitarbeiter** werden – bei mindestens fünf Angestellten – vom Betriebsrat und in Ermangelung dessen von allen Mitarbeitern in den Verwaltungsrat gewählt. Die Mitarbeiter haben mindestens einen Sitz im Verwaltungsrat, dürfen aber nicht mehr als ein Fünftel aller Verwaltungsratsmitglieder stellen.

So können Bürgergesellschaft, öffentliche Hand, Mitarbeiter, Nutzer, kurz gesagt alle Beteiligte, **Verantwortung** übernehmen und sich in Vereinigungen einbringen, die für das Wohlergehen aller und für eine Erneuerung der Solidarität und der sozialen Kohäsion unternehmerisch tätig sind.

Der Verwaltungsrat **wählt Nichtmitglieder in den Verwaltungsrat** hinzu.

Im Verwaltungsrat sind daher sowohl Mitglieder als auch externe Beteiligte vertreten, z. B. Nutzer, die auf diese Weise in die Gestaltung von Dienstleistungen eingebunden sind, die für sie selbst bestimmt sind.

Diese Beteiligte im Verwaltungsrat können natürliche oder juristische Personen sein, um eine möglichst hohe **Anzahl an Partnern** zu garantieren. Die Mobilisierung aller politischen, wirtschaftlichen und sozialen Akteure auf lokaler Ebene ist für die nachhaltige Entwicklung auf Gemeindeebene von wesentlicher Bedeutung.

Durch eine Zusammenführung möglichst vieler interessierter Partner kann die Vereinigung kollektiven Interesses dazu beitragen, sich den Bedürfnissen und Interessen der **Bevölkerung möglichst weit** anzunähern.

Derselbe Zweck wird auch mit der **aktiven Beteiligung der Mitarbeiter** bei der Verwaltung der Vereinigung verfolgt.

Das Prinzip der Mitbestimmung ist somit gesetzlich verankert, was im Gesetz über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck (a.s.b.l.), das diesem Vorschlag zugrunde liegt, nicht der Fall ist.

Akkreditierung und Kooperationsvereinbarung

Für mehr Transparenz und zur **Regulierung des aufstrebenden dritten Sektors** müssen sich die Vereinigungen kollektiven Interesses akkreditieren lassen und Kooperationsvereinbarungen mit dem **Wirtschaftsministerium** schließen, um eine Teilfinanzierung aus dem neuen Fonds für Solidarwirtschaft beantragen zu können.

Der Fonds für Solidarwirtschaft

Eine Quelle der Mischfinanzierung

Die **Unternehmen der Solidarwirtschaft** decken die Bedürfnisse der Bevölkerung ab, die weder vom Staat noch vom traditionellen privaten Sektor befriedigt werden. Dabei achten sie bestimmte Werte wie Gemeinnützigkeit, nachhaltige Entwicklung oder Chancengleichheit. Die **Befriedigung dieser neuen oder vernachlässigten Bedürfnisse** verursacht natürlich Kosten, die nicht allein von den solidarwirtschaftlichen Unternehmen getragen werden können. **Staat** und **Gemeinden** müssen weiterhin in den Bereichen, die im Interesse ihrer Bevölkerung liegen, handeln und Gelder zur Verfügung stellen.

Da die **Aktivitäten** im kollektiven Interesse, die von den solidarwirtschaftlichen Unternehmen geleistet werden, Tätigkeiten in verschiedenen Bereichen wie **nachhaltiger Entwicklung, Kultur, Ausbildung, neuen Technologien, Forschung** usw. umfassen, erscheint es offensichtlich, dass die Zuweisungen des Staates aus verschiedenen Quellen stammen müssen und dass das jeweilige Ministerium die Verantwortung in seinem Zuständigkeitsbereich übernehmen muss. Der Gemeindeanteil erklärt sich unter anderem aus der lokalen Verankerung der solidarwirtschaftlichen Unternehmen, aus der Förderung einer **nachhaltigen lokalen Entwicklung**, aus der Förderung der **lokalen sozialen Kohäsion** und aus dem allgemeinen Beitrag zum **Wohlergehen** der Einwohner der Gemeinde.

„Im November 2004 nahmen das Ministerium für Familie und Integration und das Ministerium für Arbeit und Beschäftigung eine deutliche Unterscheidung zwischen sozialen Beschäftigungsinitiativen und solidarwirtschaftlichen Initiativen vor:

1. Soziale Beschäftigungsinitiativen: Das Hauptziel besteht in der Eingliederung bzw. in der Wiedereingliederung von Arbeitslosen in den Arbeitsmarkt. (...)

2. Solidarwirtschaft: Das Hauptziel besteht darin, Bedürfnisse der Bevölkerung zu befriedigen, die vom wettbewerbsorientierten Markt bzw. von der öffentlichen Hand nicht abgedeckt werden. Weitere Ziele sind: Arbeitsplätze von sozioökonomischem Nutzen, wobei die Eingliederung von Arbeitslosen in den Arbeitsmarkt einen möglichen Nebeneffekt darstellt; die Rechtsform einer Genossenschaft oder einer Vereinigung; mittlerer bis niedriger Kofinanzierungsanteil der öffentlichen Hand. Insbesondere zur Auflegung eines solidarwirtschaftlichen Projekts wurden Kriterien für solidarwirtschaftliche Initiativen festgelegt: freie Wahl der Mitgliedschaft, demokratische Verwaltung, rechtliche Autonomie, eine spezielle

Rechnungsführung und das Eingehen eines erheblichen wirtschaftlichen Risikos. Da im Großherzogtum Luxemburg sehr wenige Initiativen bestehen, die den solidarwirtschaftlichen Kriterien der beiden oben genannten Ministerien entsprechen, beabsichtigt die Regierung, die Gründung solcher Initiativen ab dem Haushaltsjahr 2006 zu fördern, indem sie deren Initiatoren finanzielle Hilfen gewährt, die je nach der verfolgten Zielsetzung unterschiedlich hoch ausfallen können, aber prinzipiell zeitlich befristet sind. Der Gesetzentwurf zur Bekämpfung der sozialen Arbeitslosigkeit ist eine Hilfsmaßnahme für besonders schwer zu vermittelnde Arbeitsuchende, während die solidarwirtschaftlichen Initiativen darauf abzielen, die Bedürfnisse der Bevölkerung zu befriedigen, die vom öffentlichen Sektor und vom marktorientierten Sektor vernachlässigt wurden. Die Einstellung von Arbeitsuchenden ist sicherlich gewünscht, aber stellt nicht das oberste Ziel dar.“¹²

Die Unterscheidung der beiden Ministerien zwischen sozialen Beschäftigungsinitiativen und **solidarwirtschaftlichen Initiativen** kann von denjenigen, die in diesen Initiativen aktiv sind, nur begrüßt werden. Die Nebentätigkeiten der sozialen Beschäftigungsinitiativen (Befriedigung nicht abgedeckter kollektiver Interessen) können durch den Fonds für Solidarwirtschaft übernommen werden, während die Schaffung von Arbeitsplätzen, die in den solidarwirtschaftlichen Initiativen eine sekundäre Bedeutung hat, genau wie in der Vergangenheit vom Fonds für Beschäftigung übernommen werden könnte. Der von den solidarwirtschaftlichen Unternehmen eingeforderte **Ressourcen-Mix** wird dadurch nur noch gestärkt und bestätigt. Im Übrigen beziehen die solidarwirtschaftlichen Unternehmen im Land derzeit beachtliche Hilfen aus dem Fonds für Beschäftigung, zumal die Schaffung von Arbeitsplätzen von beiden Ministerien als Nebentätigkeit definiert wurde.

Die Regierung zeigt sich gewillt, die solidarwirtschaftlichen Initiativen zu unterstützen. Der Fonds für Solidarwirtschaft ist das richtige Instrument!

Die Finanzierung der Solidarwirtschaft durch Staat und Gemeinden rechtfertigt sich durch ihren **gesellschaftlichen Nutzen**. Die Solidarwirtschaft schafft monetären und nicht monetären Wohlstand, und durch ihre Tätigkeit können Ausgaben für soziale Palliativmaßnahmen eingespart werden; beispielsweise kann mit der Schaffung von Arbeitsplätzen die Zahlung von Arbeitslosengeld und mit der Einrichtung von Nachbarschaftsdiensten der Umzug in ein Altenheim vermieden werden.

Neben der Förderung gesellschaftlicher Bindungen und der sozialen Kohäsion haben die Aktivitäten der solidarwirtschaftlichen Unternehmen somit eine reale Auswirkung auf die Wirtschaft, auch wenn diese Wirkung nur schwer messbar ist.

Es handelt sich um eine **Wirtschaft im Dienste des Menschen**, für die eine Verzinsung des Kapitals nicht maßgeblich ist. Nebenbei ist anzumerken, dass die Ressourcen der solidarwirtschaftlichen Unternehmen aus verschiedenen Quellen stammen können, nämlich aus nicht marktorientierten Quellen (bei öffentlicher Kofinanzierung), aus marktorientierten Quellen (durch das Liefern von Waren und das Erbringen von Dienstleistungen) sowie aus nicht monetären Quellen (durch Einbindung von Freiwilligen). Die Kofinanzierung durch Staat und Gemeinden ist Bestandteil dieses Modells der **Ressourcen-Hybridisierung**. Der Wohlfahrtsstaat wird hier zum solidarischen Staat. Die Solidarwirtschaft „*setzt durch die Dynamik der Projekte auf die ‚Hybridisierung‘ der drei Wirtschaftsbereiche, d. h. der marktorientierten, der nicht marktorientierten und der nicht monetären Wirtschaft. Auf diese Weise überwindet sie das Trennende, das unsere soziale Kohäsion untergräbt, und schlägt ein neues Zusammenspiel von Wirtschaft, Sozialem und Politik vor.*“¹³

Mit einer Finanzierung des Fonds für Solidarwirtschaft leisten die Behörden mehr als traditionelle Sozialpolitik, Umweltschutz, Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, Förderung des wirtschaftlichen Wachstums usw. und erbringen einen Mehrwert für die soziale Kohäsion und die **Demokratisierung der Gesellschaft**.

Die Kofinanzierung von solidarwirtschaftlichen Unternehmen ist nicht als reiner Kostenfaktor zu betrachten, sondern stellt eine Investition in eine **gerechtere Gesellschaft** dar, die auch mehr Wohlstand hervorbringt!

Wie bereits erwähnt, agieren die solidarwirtschaftlichen Unternehmen dort, wo trotz Nachfrage keine ausreichende Kaufkraft besteht (die Nachfrage ist daher für marktorientierte Unternehmen uninteressant) und wo der Staat sich nicht einschalten kann. Sie ist zwischen dem Markt und dem Staat angesiedelt. Die Tatsache, dass bei den Bürgern eine solche Nachfrage besteht, auf welche die Solidarwirtschaft **innovative Antworten** gibt, rechtfertigt die öffentliche finanzielle Unterstützung. Staat und Gemeinden werden somit zu Partnern eines Projekts von kollektivem Interesse, das angemessene Antworten auf die Bedürfnisse einer **Gesellschaft im Wandel** gibt.

- 1 Jean-Louis Laville, Du XIXème au XXIème siècle: permanence et transformations de l'économie solidaire, in INEES a.s.b.l., Ecosol review, Editions Le Phare, Luxemburg, März 2007, S. 46
- 2 Bernard Eme und Jean-Louis Laville, „Economie solidaire (2)“, in Dictionnaire de l'autre économie, sld Jean-Louis Laville und Antonio David Cattani, Paris, Desclée de Brouwer, 2005, S. 253.
- 3 Gesetzentwurf zum Kampf gegen soziale Arbeitslosigkeit, Nr. 5144, Abgeordnetenkommission, Ordentliche Sitzung 2003-2004.
- 4 „Die Regierung ist sich dessen bewusst, dass nur mit einer Regelung der sozialen Beschäftigungsinitiativen eine Antwort auf die starken Bestrebungen im solidarwirtschaftlichen Vereinsektor möglich sein wird. Zu diesem Zweck verpflichtet sie sich zu einer breit angelegten Beratung über die Rolle der Solidarwirtschaft als drittem Pfeiler der Wirtschaft und über die Einführung eines für dessen Ausbau erforderlichen Gesetzesrahmens.“ Anhang zur Regierungserklärung, Koalitionsvereinbarung 2004, S. 87 und 88.
- 5 Gemäß EG-Vertrag (Art. 81 bis 97) umfasst der Begriff „Unternehmen“ alle Körperschaften, die einer wirtschaftlichen Tätigkeit nachgehen, unabhängig von deren Rechtsform und ihrer Finanzierung (siehe insbesondere die Anmerkungen der EG zu Subventionen und Steuerbefreiungen für den Verein ohne Erwerbszweck (a.s.b.l.) Entente de la Moselle, ABl. vom 15. November 2002, C279/14; EuGH, 18. Juni 1998 Kommission/Italien, Nr. C-35/96, Punkt 36; EuGH, 16. Juni 1987 Kommission/Italien, Nr. 118/85, Punkt 7; EuGH, 23. April 1991 Höfner und Elser gg. Macrotron Nr. C/41/90, Punkt 21; EuGH, 17. Februar 1993 Poucet und Pistre, Nr. C159/91 und Nr. C160/91, Punkt 17; EuGH, 16. November 1995 Fédération française des assurances Nr. C244/94, Punkt 14; EuGH, 11. Dezember 1997 Job Centre II, Nr. C/55/96, Punkt 21.
- 6 Großherzogliche Verordnung vom 16. März 2005 zur Anpassung der Definition von Kleinst- und Kleinunternehmen sowie mittleren Unternehmen, Amtsblatt A Nr. 38 vom 1. April 2005, S. 678, Art. 2. „Unternehmen“: „Als Unternehmen wird jede Körperschaft unabhängig von ihrer Rechtsform erachtet, die einer wirtschaftlichen Tätigkeit nachgeht. Als solche gelten insbesondere Körperschaften, die einer handwerklichen Tätigkeit oder anderen Tätigkeiten in Form eines Einmann- oder Familienbetriebs nachgehen, sowie Personen- oder Kapitalgesellschaften oder Vereine, die regelmäßig einer wirtschaftlichen Tätigkeit nachgehen.“
- 7 siehe insbesondere den Beschluss des Wettbewerbsrates Nr. 2007-FO-02 vom 5. September 2007 zum Verfahren in der Hauptsache gegen den Verein ohne Erwerbszweck Ordre des Experts Indépendants Professionnels en Automobiles a.s.b.l. aufgrund einer Verletzung des Wettbewerbsrechts: „48. (...) Der Begriff „Unternehmen“ umfasst alle Körperschaften, die einer wirtschaftlichen Tätigkeit nachgehen, unabhängig von der Rechtsform dieser Körperschaft und von ihrer Finanzierung. Jede Tätigkeit, die darin besteht, Waren oder Dienstleistungen auf einem bestimmten Markt anzubieten, stellt eine wirtschaftliche Tätigkeit dar.“
- 8 Jean-Louis Laville, „Du XIXème au XXIème siècle: permanence et transformations de l'économie solidaire“, S. 16.
- 9 Alain Lipietz, Bericht zum Beauftragungsschreiben vom 17. September 1998 von Martine Aubry, französische Ministerin für Beschäftigung und Solidarität, zur Zweckmäßigkeit eines neuen Unternehmenstyps mit gesellschaftlichem Anspruch, Band 1, S. 86.
- 10 Ibid., S. 28.
- 11 Philippe Chaniel und Jean-Louis Laville, „Economie sociale et solidaire: le modèle français“, <http://www.unites.uqam.ca/econos/Chercheurs-Laville-Chaniel.pdf>, S. 15.
- 12 Anhang I zur Umsetzung der Maßnahmen des nationalen Aktionsplans für soziale Integration 2002-2005, S. 7 und 8.
- 13 Guy Roustang, Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Daniel Mothé, Bernard Perret, Vers un nouveau contrat social, Paris, Desclée de Brouwer, Sociologie économique, 1996, S. 101.

“A thing is not right because it is a law; but it has to become law because it is right.”
Montesquieu, The Spirit of the Laws

The collective interest association

A new status for solidarity-based economy companies in Luxembourg

Introduction

“Popular public spaces that entail a political questioning of the economy have not been merely sporadic revolts; they have given rise to demands leading to the institutionalisation of the legal forms of companies that are not based on maximising capitalist profits. Pioneering associationism is emerging after severe struggles and in spite of suffering defeats on legal statuses that include a part of its demands, i.e. the legalisation of associations of persons: organisations for the defence of rights, such as trade unions, combinations of groups of persons and economic activity which are not controlled by investors, such as cooperative societies, mutual benefit insurance companies, alliances for joint action with associations. That said, these statuses introduce differentiations contrary to the initial associationist impetus. Trade unions stand out in their role of representing workers. Cooperative societies are different from mutual benefit insurance companies; with the former becoming a more particular form of a corporation focused on production or consumption, whereas the latter are concentrating on providing aid. The activities created to defend a collective identity by adjusting to the rules of the system to which they belong, will in turn cause profound changes in the mutual assistance relations that gave rise to them. For its part, the status of association, with a less narrow object, is limited when it is combined with an economic activity. Understandably, then, the different structures stemming from the pioneering associationism are appearing to be more and more separated. The break up has been induced by statuses that separate what was previously united.”¹

Solidarity-based economy

“A specific component of the economy, alongside the public and commercial spheres, the solidarity-based economy can be defined as all economic activities driven by the will to proceed in a democratic manner, where social relations of solidarity take priority over the individual interest and material profit; it thus contributes to bringing the economy within everyone’s reach through civic commitments.”²

Context

Article 11 of the **Bill “to re-establish full employment”**, known as 5144³, clearly calls for a change of legal status for employers who carry out **socio-economic activities**.

The activities of the non-profit sector will thus have to be carried out under a **trading company** within the meaning of the act of 10 August 1915.

The associations operating in the **solidarity-based economy**, which can therefore not be limited only to social initiatives for employment that engage in socio-economic activities, require a **definitive legal basis** pursuant to a rationale supported and encouraged by the government.⁴

This is the purpose of this proposal.

Society, economic and environmental values are combined with the principles of local and sustainable development, social cohesion, governance, well-being at work, life-long training, equal opportunities, etc.

Labour law, mixed financing, taxation, accreditation and the right of establishment are also worth broaching in the context of this new legal status.

Point of departure

The study on the different statuses of **solidarity-based economy companies** at international level, in view of the absence of a real national comparison, shows that no legal form made room for all the values and all the principles that solidarity-based economy companies in Luxembourg aspire to and claim.

The different forms of **cooperatives** being in fact forms of trading companies, thereby entailing a redistribution of gains, could attract our attention only in terms

of co-management. Although **multi-partner participation** is pivotal, material or financial gains are not an objective of solidarity-based economy companies.

Every company naturally needs revenue to be able to function properly, but only to function.

There is clearly a **non-profit rationale**, and thus the Act of 4 March 1994 on non-profit associations and foundations in Luxembourg, based largely on the Belgian Act of 1921 on non-profit associations (known by the French initials “asbl”), seemed to be a favourite reference to be expanded and improved: Expanded to include the principles inherent in every company that claims to operate in the solidarity-based economy; and improved in the sense that **financing, financial transparency, accreditation** and involvement, but also the protection, of all **parties involved**, were not formally spelled out.

Not wishing to subscribe solely to a rationale for the (re)integration of underprivileged people, international **associations for integration**, though necessary and useful in our capitalist and marginalizing societies, were also examined, but not selected for this proposal which has a broader scope.

Their importance is in no way questioned, however, especially at national level and in connection with Bill 5144, which will provide the necessary **legal framework** for what are known as “Beschäftigungsinitiativen” [employment initiatives].

The collective interest association: a new legal status

Why call this new legal entity an association and not a company?⁵

In Luxembourgish law⁶, the notion of company is defined as an entity, irrespective of its legal form, that exercises an **economic activity**.⁷

As the term ‘company’ is **independent of the legal status** of the entity that exercises economic activities, the term association, pursuant to article 26 of the Constitution on the **right of association** is more appropriate to reflect one of the values of solidarity-based economy companies, to wit multi-partnership to guarantee an **active participation of all parties involved and hence to contribute to enhanced social cohesion**.

It is a matter of joining forces for entrepreneurship in a different manner, so as to transform the economy by means of civic commitments.⁸

Why collective interest association? By opposition to individual interest in pecuniary profit, in getting materially rich – not by opposition to the individual satisfaction of the **needs** of those concerned, to personal enrichment in terms of **quality of life, solidarity and humanity**, collective interest encourages people to join forces for the sake of solidarity, to act in unison, as a community, rather than as an individual. **It is a moral choice!**

The collective interest association will be the one that engages in the production or provision of goods and services of public utility for the development of the community, an association not devoted to enrich its associates.

It will act to promote **local and/or regional development**; respect the principles inherent in the concept of **sustainable development**; endeavour towards social cohesion and civic-mindedness; use the methods of **participatory democracy** and **co-management**; and, when its activities enable it to take on employees, it will create **sustainable jobs** under the common right of employment; promote training and/or **life-long learning** as well as **equal opportunities**, and will implement an offensive strategy for **well-being at work**.

Pursuant to a **profoundly democratic rationale**, and in accordance with the social cohesion objectives of the Lisbon strategy, the associates of a collective interest association may be natural person or bodies corporate of private or public law. The multi-partnership and consultation between **actors stemming from the civil society** and the **public authorities** are essential for being as close as possible to the needs of all parties involved and for detecting the best way to “exploit” the **collective needs** which are not satisfied either by the private or the public sector.

Mixed financing of collective interest associations

“[C]ertain economic activities, although of a commercial nature (services provided to users based on a private initiative from the civil society), deserve and require additional public financing in the form of subsidies or tax and social security exemptions. They will create in fact a “society halo”, useful collateral effects for society: integration into society and the world of work, social contacts, conviviality, security, improvement of the quality of life and the environment, cultural or festive atmosphere, etc. ...”⁹

The fund for the solidarity-based economy, as a mode of additional public financing described by Alain Lipietz, helps **finance the collective interest activities** of companies operating in the solidarity-based economy, including collective interest associations.

Collective interest activities include the production and provision of goods and services of public utility that are not intended to enrich the partners of the company.

Particularly in the collective interest are the local and/or regional development, sustainable development, social cohesion and civic-mindedness, participatory democracy and co-management in the company.

The fund is placed under the auspices and control of the minister responsible for **economic affairs**. It is fed by a **Governmental endowment**, a **contribution from the municipalities and donations**.

Collective interest associations will provide **services to the community**, as solidarity-based economy companies do at present in Luxembourg.

No profit (in the sense of “enrichment of the partners”) will be made from the revenues, as such associations are strictly non-profit making (in the sense “may make a surplus, to be reinvested in collective interest activities”).

This choice of a **zero profit margin** singles out collective interest associations in the field of **competition**. No argument of “unfair competition” could be raised, as the choice of his profit margin is an absolute prerogative of every commercial entrepreneur.¹⁰

As a good share of the financial resources of solidarity-based economy companies comes from **public procurements** in accordance with the principles of sustainable development, collective interest associations will also be free to tender as any other economic operator for such procurements. The income from these procurements will be invested particularly in sustainable development activities. The remaining resources needed will come from membership dues, donations and various other sources.

If the resources of the association do not suffice to cover fully the **jobs** created to carry out the activities, these will be co-financed by the **fund for employment** as in the past.

Collective interest associations thus receive mixed financing, public and private.

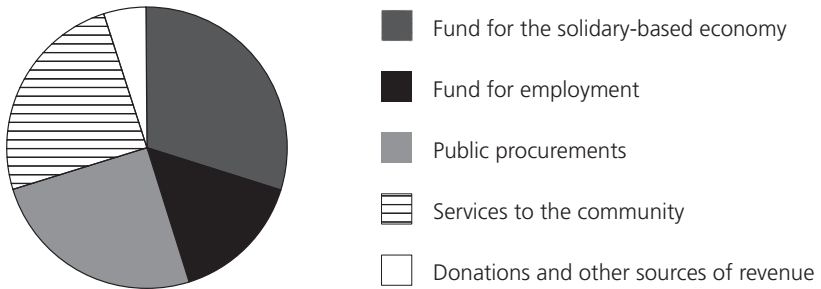
However, as economic actors, the collective interest associations cannot be defined solely in terms of monetary financing or the provision of commercial services. Several approaches “show that resources in addition to human and financial capital are mobilised for the economic action which can be grouped under the concept of social capital. As such, the social capital formed from relations of solidarity, cannot be neglected in the economy. It is a production factor that can help improve the results of productive combinations. Finally, the activities of the solidarity-based economy are created from initiatives that bring together the parties involved (users, workers, volunteers, producers, consumers, inhabitants, public authorities, etc.) through the establishment of places of exchange and dialogue that can be dubbed “proximity public spaces.” [Eme, Laville, 1994]. They are consolidated when they manage to articulate the different registers of the economy in a way appropriate for the projects to arrive at a balanced combination of resources (commercial resources from the proceeds of sales, non-commercial resources from redistribution, non-monetary resources from volunteer contributions). This observation helps promote the general idea of hybridisation as a mode of sustainability.”¹¹

Financial transparency of collective interest associations

The accounting opacity of which non-profit associations are often reproached will be lifted by requiring the boards of directors of collective interest associations to submit annual accounts to the general meeting that have been **verified by a public auditor.**

Furthermore, in the event of dissolution, any surplus will be allocated to a disinterested purpose for collective interest.

Mixed financing of collective interest associations: an example



Co-management in collective interest associations

Relying extensively on legislation on joint committees and the representation of workers in public limited companies, and drawing inspiration from private/public partnerships, collective interest associations will be **co-managed** by elected associates, co-opted persons of public or private law, and where appropriate, employees which will enjoy special protection and privileges.

The **managing partners** elected by the general meeting will nonetheless retain absolute majority in the board of directors.

The **employees**, provided there are at least five of them, will be elected to the board of directors by a delegation of the workforce, or in the absence thereof, by all employees. There must be at least one of them, but their number may not exceed one fifth of all directors.

Thus, the civil society, the public authorities, employees, users, in short, all the parties involved can assume their **responsibility** and get involved in the enterprising associations for the well-being of all and for a renewal of solidarity and social cohesion.

The board of directors **co-opts directors** who are not associates. The board of directors thus comprises both associates, as well as third-party parties involved, for instance users who will thus be involved in designing the services intended for them.

These stakeholder directors may be natural personal or bodies corporate so as to guarantee the possibility of as broad a **multi-partnership** as possible. The mobilisation of all the local political, economic and social actors is essential for sustainable local development at municipality level.

By bringing together the highest number of associates interested possible, the collective interest association can **draw closer** to the needs and interests of the population.

The **active participation** of **employees** in the management of the association serves the same purpose.

The principle of co-management is thus enshrined, whereas it is not in the act on non-profit associations on which this bill is based.

Accreditation and cooperation agreement.

For the sake of transparency as well as of a **regulation** of the emerging **third sector**, collective interest associations will have to be accredited and conclude cooperation agreements with the **minister for economic affairs** so as to qualify for partial financing from this new fund, the fund for the solidarity-based economy.

Fund for the solidarity-based economy

A source of mixed financing

Solidarity-based economy companies cater for the needs of the population that are not met by the State or the traditional private sector, while respecting certain values (non-profit, sustainable development, equal opportunities, etc.). This **satisfaction of new or neglected needs** obviously bears a price tag, a cost that cannot be borne solely by the solidarity-based economy companies. The **State** and the **municipalities** must continue to be actors and financiers in the interest of their population.

As the public utility **activities** carried out by solidarity-based economy companies comprise actions for **sustainable development, culture, training, new technologies, research etc.**, it is obvious that the government funds must be diversified and that each ministry concerned must assume its responsibilities in its respective field. The municipal part is explained in particular by the local embedding of solidarity-based economy companies, by the promotion of **sustainable local development** and **social cohesion**, and the overall contribution to the **well-being** of the inhabitants of the municipalities.

«In November 2004, the ministers for the Family and Integration and of Labour and Employment drew a clear distinction between social initiatives in favour of employment and initiatives for the solidarity-based economy:

1. Social initiatives in favour of employment: the main aim is the integration or the reintegration of the unemployed in the labour market (...).

2. Solidarity-based economy: the main aim is to cater for the needs of the population not covered by the competitive market or the public authorities/ socio-economic utility jobs and, subsidiarily, the integration of the unemployed in the labour market, through a cooperative or non-profit legal form, with average to low public co-financing. The characteristic criteria of the initiative for the solidarity-based economy were specified in particular as regards the establishment of a solidarity-based project: freedom of association, democratic management, legal autonomy, specific financial management and a significant economic risk. As there are very few initiatives in the Grand Duchy of Luxembourg that meet the solidarity-based economy criteria set by the two aforementioned ministers, the Government intends to promote such initiatives as of budget year 2006, by granting financial aids to sponsors of such initiatives which may vary according

to the object pursued, but which in fact remain limited in time. The bill relating to the fight against social redundancy is a measure intended to help job seekers who are particularly difficult to place, whereas initiatives for the solidarity-based economy are geared to meeting the needs of the population that are neglected by the public and the commercial sector. The recruitment of jobseekers is certainly desired, but does not constitute the main objective.”¹²

The distinction between social initiatives in favour of employment and **initiatives in favour of the solidarity-based economy** by the two ministries can only be warmly received by the actors of said initiatives. The accessory activities of social initiatives in favour of employment (meeting collective needs not covered by other sectors) can be assumed by the fund for the solidarity-based economy, whereas job creation, a subsidiary aim in initiatives for the solidarity-based economy, could be assumed by the fund for employment, as in the past. The **mixed resources** called for by solidarity-based economy companies will in the end only be strengthened and confirmed. Furthermore, it is worth noting that solidarity-based economy companies in the country currently receive considerable aid from the fund for employment, although job creation is defined as a subsidiary aim by the two ministries.

The government shows its determination to support initiatives in favour of the solidarity-based economy. The fund for the solidarity-based economy is the appropriate instrument!

The financing of the solidarity-based economy by the State and the municipalities is justified by the **utility** of that economy for **society**. It creates (monetary and non-monetary) wealth, and its activities prevent expenditures on social stopgap measures such as unemployment benefits, for example, by creating employment or accommodation in rest homes by providing proximity services.

In addition to creating social bonds and social cohesion, the activities of solidarity-based economy companies have a real economic impact, even if this impact is not easy to quantify.

It is an **economy at the service of human beings** not liable for capital remuneration. It is worth noting in passing that the resources of solidarity-based economy companies can be diverse: non-commercial in the case of public co-financing, commercial by providing goods and services, and non-monetary through the implication of volunteers. The co-financing by the State and the municipalities constitutes an integral part of this model of **hybridisation of resources**. The

Welfare state here turns to a solidarity-based state. The solidarity-based economy *“plays the hybridisation card of three economies: commercial, non-commercial and non-monetary, based on the project dynamics. In so doing, it goes beyond the compartmentalisation that undermines our social cohesion and actually proposes a recombination of the economic, social and political dimensions.”*

Beyond the traditional social, environmental, employment, economic growth and other such policies, by feeding the fund for the solidarity-based economy, the public authorities provide added value for social cohesion and the **democratisation of society**.

Co-financing solidarity-based economy companies is not an expenditure but an investment in a **fairer society** and consequently one that generates greater wealth!

As already pointed out, solidarity-based companies intervene where the demand is not solvent (and thus of no interest to trading companies) and where the State cannot intervene – between the market and the State, in other words. The very demand from citizens, for which the solidarity-based economy provides **innovative answers**, justifies public financial support. The State and the municipalities thus become partners of a collective interest project that provides appropriate answers to the needs of a **changing society**.

- 1 Jean-Louis Laville, Du XIXème au XXIème siècle: permanence et transformations de l'économie solidaire, in INEES a.s.b.l., Ecosol review, Editions Le Phare, Luxembourg, March 2007, p. 46.
- 2 Bernard Eme and Jean-Louis Laville, «Economie solidaire (2)», in: Dictionnaire de l'autre économie, Jean-Louis Laville and Antonio David Cattani, eds., Paris, Desclée de Brouwer, 2005, p. 253.
- 3 Bill relating to the fight against social redundancy, N° 5144, Lower House of Parliament, Ordinary Session 2003-2004
- 4 «The government is aware that the regulation of social initiatives for employment cannot, in and of itself, come up to the important aspirations of the non-profit sector operating in the solidarity-based economy. To this end, it undertakes to conduct wide consultations on the role of the solidarity-based economy as the third pillar of the economy, and on the implementation of a legal framework needed for its development.» Annex to the government declaration, Coalition Agreement 2004, pp. 87 and 88.
- 5 Within the meaning of the EU treaty (art.81 to 97), the notion of company comprises any entity that exercises an economic activity irrespective of its legal status and its mode of financing (cf. in particular the observations of the EU on the subsidies and tax exemptions of the non-profit association Entente de la Moselle asbl, OJEC 15 November 2002, C279/14; CJEC, 18 June 1998, Commission vs. Italy, N° C-35/96, point 36; CJEC, 16 June 1987, Commission vs. Italy, N° 118/85, point 7; CJEC, 23 April 1991 Höfner and Elser vs. Macrotron N° C/41/90, point 21; CJEC, 17 February 1993, Poucet and Pistre, N° C 159/91 and N° C 160/91, point 17; CJEC, 16 November 1995 Fédération française des assurances N° C244/94, point 14; CJEC, 11 December 1997 Job Centre II, N° C/55/96, point 21.
- 6 Grand-Ducal Regulation of 16 March 2005 on adapting the definition of micro, small, and medium-sized enterprises, Mémorial [Official Gazette] A-N° 38 of 1 April 2005, p. 678, article 2. «Company:» «A company is any entity, independently of its legal form, that exercises an economic activity, in particular, entities that exercise a handicraft or other activities in an individual or family capacity and partnerships, corporations or associations that exercise an economic activity on a regular basis.»
- 7 Cf. in particular, Competition Council Decision N° 2007-FO-02 of 5 September 2007 on substantive proceedings for violation of competition law against the non-profit association Ordre des Experts Indépendants Professionnels en Automobiles asbl: «48. (...) The notion of company comprises any entity that exercises an economic activity, irrespective of the legal status and the mode of financing of said entity. Any activity consisting of providing goods and services on the market constitutes an economic activity.»
- 8 Jean-Louis Laville, «Du XIXème au XXIème siècle: permanence et transformations de l'économie solidaire», p. 16.
- 9 Alain Lipietz, Report on the mission statement of 17 September 1998 by Mrs Aubry, Minister for Employment and Solidarity, on the advisability of a new type of company with a societal calling, Volume 1, p. 86.
- 10 Ibid., p. 28.
- 11 Philippe Chaniel and Jean-Louis Laville, «Economie sociale et solidaire: le modèle français», <http://www.unites.uqam.ca/econos/Chercheurs-Laville-Chaniel.pdf>, p. 15.
- 12 Annexe I relating to the implementation of measures of the National Action Plan for Social Inclusion 2002-2005, pp. 7 and 8.
- 13 Guy Roustang, Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Daniel Mothé, and Bernard Perret, Vers un nouveau contrat social, Paris, Desclée de Brouwer, Sociologie économique, 1996, p. 101.

